

« Civilisée ou barbare ? De quelle façon allons-nous sortir de la civilisation thermo-industrielle ? »

16 juillet 2019 / [Entretien avec Luc Semal](#)



Penser la fin des énergies fossiles, explique l'enseignant en science politique Luc Semal dans cet entretien, c'est élaborer un projet de société avec des propositions politiques précises, le sentiment de la catastrophe à venir faisant office de carburant.

Luc Semal est maître de conférences en science politique au Muséum national d'histoire naturelle. Il est l'auteur du livre

Face à l'effondrement (*PUF*).



Luc Semal.

Reporterre — Les théories de l'effondrement existent depuis longtemps. Pourquoi une telle résonance actuellement ?

Luc Semal — Nous vivons une période d'assèchement des espoirs placés dans le développement durable. Dans le mouvement de la décroissance, on dit depuis longtemps que c'est un oxymore, mais pour ceux qui y ont cru, il y a une forme de désillusion. On commence à comprendre que maîtriser le réchauffement climatique en deçà de 1,5 °C ne se fera pas. Que même en deçà de 2 °C, c'est très improbable. Que des seuils d'irréversibilité sont en train d'être franchis. Et en plus, on passe d'une rhétorique des générations futures à une rhétorique des générations présentes. Quand on parle de 2050, pour les jeunes qui ont 16 ans aujourd'hui, cela veut dire qu'ils seront encore dans la force de l'âge. Enfin, il y a une vraie montée en puissance des notions d'adaptation et de résilience, encore confidentielles il y a dix ou quinze ans, mais il est très difficile d'imaginer une adaptation réussie à des problèmes d'une telle ampleur.

Il existe beaucoup de mots pour désigner cette tendance : effondrement, catastrophisme, collapsologie. Quelles sont les différences ? Quelles réalités recouvrent-ils ?

Je pense important d'avoir plusieurs mots car tous ont leurs avantages et leurs limites. Il faut refuser d'enfermer ce qui nous attend dans un seul terme parce cela simplifierait à l'extrême quelque chose de terriblement complexe qui se déroule sur un temps très long. Sans disqualifier la notion d'effondrement, on ne peut pas juste dire qu'il est imminent, c'est trop réducteur. Personnellement, le mot que j'utilise le plus est « *catastrophe* » : un processus kaléidoscopique initié par la combustion massive des énergies fossiles propre à la civilisation thermo-industrielle, qui nous conduit vers un monde radicalement différent, post-civilisation thermo-industrielle. C'est ce que l'écologie politique annonce depuis ses débuts : cette civilisation thermo-industrielle ne peut pas durer éternellement. Elle ne peut qu'avoir une durée d'existence relativement courte et laisser un héritage empoisonné. Reste à savoir de quelle façon nous allons en sortir : civilisée ou barbare ?

Le mot « effondrement » vient facilement à l'esprit quand on imagine le scénario du pire : une sortie brusque et violente, nette et définitive. Son intérêt est d'énoncer clairement l'énorme potentiel de violence de ce qui se prépare. Mais son défaut est d'être trop monolithique. Il faut le nuancer avec d'autres termes qui insistent sur la possibilité d'un processus plus long.

Nicholas Georgescu-Roegen [*un mathématicien et économiste hétérodoxe étasunien d'origine roumaine dont les travaux ont servi d'inspiration au mouvement de la décroissance*] parlait de déclin, qu'on a traduit par décroissance. D'autres parlent de descente énergétique plus ou moins chaotique et improvisée. Il est certain que nous allons à terme vers la fin de la civilisation des énergies fossiles, mais il n'est pas certain que cette fin prenne la forme d'un effondrement. Il est plus juste de parler de processus catastrophique au long cours pouvant connaître des phases d'emballage et d'effondrement. Car au fond, on ne sait pas grand-chose du rythme auquel ces choses vont se passer.

Le catastrophisme paralyse ou mobilise ?

Il ne paralyse pas. Depuis les débuts de l'écologie politique, on parle de cette fin des énergies

fossiles et du caractère non durable de la civilisation industrielle. De fait, c'est un ressort important des mobilisations écologistes, sur lesquelles plane toujours l'ombre des catastrophes craintes ou annoncées. La notion d'effondrement, qui prend beaucoup de place depuis 2015, est de celles qui cristallisent aujourd'hui le mieux cette perspective catastrophiste. Face à cela, les trajectoires militantes sont diverses : certains vont s'engager, mais d'autres peuvent se perdre dans le fantasme de la survie individuelle, ou dans celui de « *l'effondrement-table rase* », qui permettrait de reconstruire une société complètement nouvelle, post-effondrement. Ce qui est un peu absurde. Le problème quand le terme d'effondrement prend trop de place, c'est qu'il peut avoir un effet délétère de sidération et de dépolitisation qui occulte les marges de manœuvre collectives dont nous disposons encore.

Faut-il trouver un nouveau mot ?

Aucun mot ne suffira jamais à résumer ce qui nous attend. Cela me rappelle les questions récurrentes sur le mot « *décroissance* », qui a l'avantage d'affirmer clairement l'existence des limites à la croissance, mais qui demeure clivant au point que même certains objecteurs de croissance hésitent à l'utiliser. Le mot « *transition* » n'avait pas ce problème, mais il était trop facile à récupérer et à dévitaliser, et ça n'a pas manqué. Alors, plutôt que de toujours chercher de nouveaux mots, peut-être faut-il surtout garder une diversité de termes admettant les nuances. Autrefois, l'effondrement était un épouvantail abstrait, rarement pris au sérieux. Aujourd'hui, on tombe dans l'extrême inverse en disant qu'il est imminent. J'en viens à penser à la phrase de Paul Valéry : « *Ce qui est simple est faux. Ce qui ne l'est pas est inutilisable.* » « *Effondrement* » est un mot simple pour désigner une part de la trajectoire décroissante complexe qui nous attend.

Les citoyens ont envie de se mobiliser et en même temps n'ont plus confiance dans les institutions. Comment résoudre cette contradiction ?

Ce qui est compliqué, c'est que cette aspiration à se mobiliser ne débouche pas toujours sur des actions ou des revendications très politiques. On ne peut pas juste « *dénoncer l'inaction* » ou « *appeler les décideurs à agir* », c'est si vague que ça ne veut rien dire. Il faut un projet de société avec des propositions politiques précises, non consensuelles, et ce n'est pas juste par

une coalition des bonnes volontés que cela va se faire. Nous avons besoin d'explicitier les rapports de force, car la perspective d'une réduction drastique du confort énergétique pose la question de la répartition équitable des efforts de sobriété requis par la transition. Qui doit réduire ses consommations ? Quand le gouvernement a voulu alourdir la taxe carbone, il a en même temps supprimé l'impôt sur les grandes fortunes. C'est injuste et ce n'est pas viable, car cela implique de faire peser les efforts de sobriété sur les plus pauvres, pendant que les plus riches disposent d'encore plus de moyens pour y échapper ostensiblement. On ne peut pas enclencher la transition écologique sans que des efforts importants soient réclamés aux plus aisés.



Ce n'est pas le chemin que prennent les politiques actuellement ?

Ce qui change, c'est que nous assistons peut-être à une forme de démarginalisation du discours sur les limites de la croissance, autrefois restreint à quelques cercles politiques. Prenons par exemple les récentes prises de position contre l'aviation : cela aurait été inimaginable il y a dix ans. L'idée qu'il faille limiter les transports aériens, voire réduire notre mobilité, gagne du terrain. C'est important, car c'est un secteur où les perspectives de solutions techniques sont quasi nulles à moyen terme. Si on veut baisser les émissions, il faut limiter les avions. Donc le sujet est très clivant. Aujourd'hui, la République en marche prétend qu'on pourrait réduire les émissions sans réduire la place de l'avion dans nos sociétés. L'Assemblée nationale aurait suivi à la quasi-unanimité il y a dix ans. Aujourd'hui, non, il y a enfin une opposition sur ce sujet. Les voix réclamant moins d'aviation sont celles de personnalités variées, issues des rangs écologistes, de ceux de la gauche, voire ponctuellement de ceux de la majorité. Ce n'est pas révolutionnaire, mais on ne peut pas dire que rien ne change.

Comment convaincre les gens de la pertinence des arguments de l'écologie politique ?

Restons dans le secteur de l'aviation, qui aujourd'hui nous promet de devenir moins polluant, et qui tente ainsi de semer le doute dans nos esprits pour, finalement, gagner du temps en retardant l'intervention des pouvoirs publics. Je vois deux axes de réponse.

D'abord, la contre-argumentation factuelle, pour dégonfler le mythe sans cesse renaissant de la solution technique : il faut rappeler les ordres de grandeur, expliquer qu'aucune solution technique ne suffira à réduire drastiquement les émissions dans les temps impartis. Il est absurde de prétendre que le secteur aérien pourra bientôt réduire drastiquement ses émissions au prétexte qu'un avion solaire a transporté une personne autour du monde. Ce n'est pas à la hauteur des enjeux et il faut le rappeler. Cela veut dire maintenir un contre-argumentaire fort face à des lobbies qui défendent leur secteur industriel. Et c'est vrai bien au-delà du seul secteur aérien : le discours écologiste assure qu'il n'y aura pas de solution purement technique. Les promesses de solutions techniques sont des illusions qui ne fonctionnent que quand on cloisonne artificiellement les problèmes. Par exemple, les scénarios de transition énergétique qui veulent nous faire passer à 100 % de renouvelables sans réduire le niveau de confort

énergétique impliqueraient des conséquences dramatiques pour la biodiversité. L'écologie politique propose une approche complexe, tenant compte des interdépendances et des effets de rétroaction. C'est pour ça qu'elle n'est pas soluble dans un vague environnementalisme.

Et ensuite, il faut expliquer en quoi c'est un enjeu de justice sociale, et donc on en revient à la question essentielle du partage équitable des efforts. Je pense aux [travaux de Mathilde Szuba](#) sur l'histoire et l'avenir des politiques de rationnement. Elle explique que le rationnement est une politique d'organisation du partage des efforts qui a souvent été acceptée, voire positivement réclamée par les populations dans les situations de crise ou de pénurie... à condition que cette politique soit perçue comme juste et justifiée. Aujourd'hui, il semblerait que la société française trouve plus justifié qu'auparavant de lancer de vraies démarches de sobriété, par exemple dans le domaine de l'aviation — même si ce n'est pas consensuel, au moins cela progresse. Mais les efforts demandés sont sans doute trop injustement répartis. Ils devraient d'abord peser sur les plus riches, qui sont les plus grands pollueurs.

La démocratie est-elle un modèle de société qui peut faire face aux défis posés par le dérèglement climatique ?

S'il y a un régime politique qui est capable d'y répondre, c'est bien la démocratie. C'est celui qui est le plus à même d'accorder un peu d'importance à la voix des acteurs faibles que sont les générations futures et les non-humains. Je ne vois pas de système autoritaire et dictatorial faire cela. La dictature verte est une abstraction fictionnelle.

- *Propos recueillis par Laury-Anne Cholez*

À l'occasion du colloque [Dérèglement climatique - défi mondial, approches globales](#) organisé par l'[École normale supérieure \(ENS\)](#) le 8 et 9 juillet 2019 à Paris, Reporterre a édité un magazine du même nom. Cet article en est issu et fait partie d'une série d'entretiens autour du climat réalisées en partenariat avec l'ENS.

Relire les autres entretiens :

- [Catherine Larrère](#) : « Face au catastrophisme, il y a de la place pour une multiplicité d'imaginaires du local »

- **Valérie Masson-Delmotte** : « Nous, les scientifiques, avons été trop prudents »
- **Coralie Chevalier** : « La culpabilité peut être un moteur pour changer de comportement »



Lire aussi : Climat : « La culpabilité peut être un moteur pour changer de comportement »

Source : Laury-Anne Cholez pour *Reporterre*

Photos :

. chapô : **Pixnio** (CC0)

. portrait : ©Paris 1-Panthéon Sorbonne

- Emplacement : Accueil > Entretien >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Civilisee-ou-barbare-De-quelle-facon-allons-nous-sortir-de-la-civilisation>